

Cfdt:

Grand Est

MAGAZINE

Trimestriel aux adhérents de la CFDT du Grand Est N°18 AVRIL 2026

LES SALARIÉ·ES

■ **SONT ATTAQUÉS !**

■ **DÉFENDONS LE**

1^{er} mai !

VIE DÉMOCRATIQUE

1er mai

Tour de France : le travail que nous voulons

VIE DES TERRITOIRES

Des collégiens interrogent la CFDT

Bien vieillir ensemble : projection de la pièce de théâtre

ZF Fonderie Lorraine : la grève a permis des avancées



SOMMAIRE

Édito	2
Vie démocratique	3 à 10
Vie des territoires	11 à 18

AGENDA 2026

- **Le travail que nous voulons :**
 - **5 juin à Strasbourg (CIARUS) sur le thème « le pouvoir d'agir des travailleurs » et de leurs mobilisations face aux impacts du dérèglement climatique**
modalités d'inscription en page 9

GRAND EST MAGAZINE
URI GRAND EST
6 rue Mon Désert 54000 NANCY
☎ 03 83 39 45 00
✉ grandest@cfdt.fr
🌐 <https://grandest.cfdt.fr>
Directrice de publication : Carine Jacquin
Rédactrice en chef : Sylvie Delanne
Maquette et rédaction : CFDT Grand Est
Photos et illustrations : CFDT Grand Est

À la veille du 1er mai, nous pouvons nous réjouir que la mobilisation syndicale, et notamment celle de la CFDT, ait permis de voir le gouvernement reculer sur la mise en cause de ce jour obligatoirement chômé et payé. Car enfin, qui pourrait croire au soi-disant volontariat des salariés concernés par une ouverture exceptionnelle ce jour là si elle avait lieu ?

Ce serait ignoré le lien de subordination et les capacités de pression des employeurs. Ceux-ci existent bel et bien et les contraintes sur les salariés et agents se renforcent de jour en jour, comme la dégradation des conditions de travail.

Pour la CFDT, il serait intolérable de remettre en cause cette journée internationale qui célèbre les travailleurs et travailleuses ainsi que les luttes pour leur émancipation. Ce serait également contraire au modèle de société que nous promouvons autour du vivre ensemble, de la culture, du partage et de l'engagement citoyen. De surcroît, si le travail est une composante majeure de notre société, si les travailleurs et travailleuses sont défendus par la CFDT

c'est dans le cadre d'un projet clair autour de leur droit à participer à la définition du « travail que nous voulons ».

Cette démarche initiée par la confédération et déployée sur l'ensemble du territoire constitue la colonne vertébrale des revendications de la CFDT pour les travailleuses et travailleurs avec une vision démocratique du travail. Vous trouverez un dossier complet à ce sujet sur notre site :

<https://www.cfdt.fr/sinformer/toutes-les-actualites-par-dossiers-thematiques/le-travail-que-nous-voulons-les-revendications-de-la-cfdt-pour-faire-vivre-la-democratie-au-travail>

Une journée y est consacrée le 5 juin à Strasbourg, nous vous invitons à vous y inscrire nombreux suivant les modalités figurant pages 10 et 11.

Bonnes mobilisations à vous !

Carine JACQUIN
Secrétaire Générale CFDT
Grand Est

1er mai!

**un symbole, un droit
on le défend,
on ne lâchera pas !**

2026

Lieux des mobilisations en Grand Est

- ❑ 08 Ardennes : 10h30 Parvis de la gare
- ❑ 10 Troyes : 10h place Jean Jaurès
- ❑ 54 Nancy : 10h place Dombasle
- ❑ 55 Meuse : 10h15 Gare SNCF de Bar-le-Duc
- ❑ 57 Metz : 10h devant l'Arsenal
- ❑ 67 Strasbourg : 10h - Place Kléber
- ❑ 68 Mulhouse : 10h - Place de la Bourse

1^{er} mai!

2026

attaqué !

PRÉSERVER NOS DROITS, FAIRE ENTENDRE LA VOIX DU TRAVAIL

Le 1^{er} mai reste une date à part. Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, elle symbolise les conquêtes sociales, la solidarité et les luttes pour de nouveaux droits. En 2026, cette journée a pris un relief particulier après plusieurs semaines de débat autour d'une possible remise en cause de son caractère férié et chômé.

Le gouvernement recule sur le travail le 1er mai

Depuis plusieurs mois, des initiatives parlementaires visaient à élargir les possibilités de travail le 1er mai, notamment dans certains commerces et secteurs d'activité. Cette perspective a suscité une forte mobilisation syndicale.

Face à la contestation, l'exécutif a finalement renoncé à modifier la loi dans l'immédiat. Le gouvernement a annoncé le report du sujet à 2027, confirmant ainsi que **le 1er mai 2026 restera un jour férié, chômé et payé dans le cadre actuel.**

Pour la CFDT : une victoire utile et concrète

La CFDT s'est fortement mobilisée pour défendre ce principe simple : le 1er mai n'est pas un jour comme les autres. Il est le seul jour férié inscrit dans le Code du travail comme obligatoirement chômé, sauf exceptions liées à la continuité de certains services essentiels.

Marylise Léon, Secrétaire Générale de la CFDT, a dénoncé un "très mauvais signal envoyé au monde du travail", rappelant que banaliser le 1er mai reviendrait à fragiliser un symbole fort des droits sociaux. Elle a également contesté l'argument du volontariat, estimant que dans la relation salariale, la pression hiérarchique peut rendre ce volontariat très théorique.

À l'issue des échanges avec le gouvernement, Yvan Ricordeau, Secrétaire Général Adjoint de la CFDT, s'est félicité d'un "1er mai complètement classique", signe que la mobilisation syndicale a permis d'éviter un passage en force.

Pourquoi la CFDT reste mobilisée

Cette séquence rappelle plusieurs exigences portées par la CFDT :

- défendre les temps collectifs de repos ;
- mieux reconnaître le travail et augmenter les salaires ;
- améliorer les conditions de travail ;
- protéger les travailleurs les plus précaires ;
- faire progresser la justice sociale et environnementale.

Le 1er mai n'est donc pas seulement une date symbolique : c'est aussi un moment pour porter des revendications concrètes au service de toutes et tous.

Grand Est : lieux et horaires des manifestations du 1er mai 2026

La CFDT Grand Est appelle les adhérentes, adhérents, militantes et militants à rejoindre les rassemblements organisés partout dans la région.

Un 1er mai utile, solidaire et revendicatif

Dans un contexte social marqué par les inquiétudes sur le pouvoir d'achat, l'emploi et les conditions de travail, la mobilisation du 1er mai 2026 doit être forte. Défendre les acquis, obtenir de nouveaux droits et faire vivre la démocratie sociale : voilà le sens de cette journée.

LE 1ER MAI, FAISONS ENTENDRE LA VOIX DU TRAVAIL !

Déclaration liminaire par les représentants du personnel au CACT de l'ARS Grand Est, CFDT/UNSA, au sujet de la Transformation de l'Agence – Moyens humains – Continuité du service public

Monsieur le Président, Préfet de Région, Madame la Directrice Générale de l'ARS Grand Est, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

La transformation de l'Agence Régionale de Santé Grand Est se poursuit dans un contexte national incertain.

Nous ne contestons ni la nécessité d'adapter l'action publique, ni celle d'améliorer la coordination territoriale, ni celle de renforcer la lisibilité de nos missions.

Nous souhaitons néanmoins attirer l'attention du Conseil d'Administration sur un point essentiel : cette transformation intervient dans un contexte de diminution des effectifs, sans diminution équivalente des missions confiées à l'Agence.

Plusieurs constats convergent aujourd'hui : des suppressions de postes, des départs non remplacés, des vacances prolongées sur certaines fonctions, mais aussi des transferts de missions sans redéfinition claire des moyens associés.

Les résultats des enquêtes activité et des comparaisons inter ARS ne semblent pas suffisamment exploités, la GPEC mériterait d'être véritablement déployée.

Au moment où le Conseil d'Administration examine les documents budgétaires de l'Agence, les analyses issues de l'expertise financière indépendante sollicitée par le CACT mettent en lumière plusieurs interrogations, notamment sur la trajectoire des effectifs et l'utilisation de la masse salariale, qui n'est pas intégralement consommée.

Nous sommes donc confrontés à une question centrale pour la gouvernance de l'Agence : celle de l'adéquation entre les missions confiées à l'ARS Grand Est et les moyens humains dont elle dispose

pour les exercer. Cette question n'est pas théorique.

Dans plusieurs directions, les agents signalent une charge de travail accrue, des difficultés de priorisation et une perte progressive d'expertise liée aux départs.

Certaines fonctions médicales et pharmaceutiques ont notamment vu leurs effectifs diminuer, avec des conséquences possibles sur des missions essentielles : la veille sanitaire, l'expertise médico-technique, la gestion des autorisations ou encore la capacité d'intervention en situation de crise.

L'évolution récente de l'organisation des astreintes médicales constitue à cet égard un signal d'alerte.

Si les solutions proposées permettent de sécuriser l'organisation à court terme, elles traduisent également une tension réelle sur certaines compétences clés.

Nous ne sommes pas opposés à la transformation. Mais une transformation durable repose sur un principe simple : l'adéquation entre les missions confiées et les moyens humains disponibles.

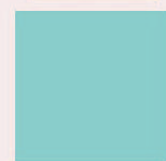
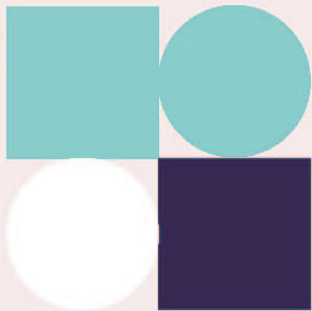
C'est pourquoi nous appelons à une transformation sécurisée et soutenable, garantissant à la fois la continuité du service public, la préservation de l'expertise de l'Agence et des conditions de travail compatibles avec l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Mesdames et messieurs les membres du Conseil d'Administration, je vous remercie pour votre attention.



Nos propositions pour la région Grand Est

Élections municipales 2026



POUVOIR DE VILLE

Le Pacte du Pouvoir de Vivre s'est mobilisé en Grand Est à l'occasion des élections municipales.

À Nancy, Reims, et Strasbourg, les groupes locaux du Pacte du Pouvoir de Vivre (PPV) se sont réunis et ont adressé aux candidats les propositions du Pacte sur le logement, les mobilités, les solidarités, la transition écologique, l'alimentation, la participation citoyenne...

Un focus régional Grand Est sur le tissu associatif et la santé a été réalisé par le groupe de coordination régionale du Pacte du Pouvoir de Vivre. Cette dynamique se poursuit à travers des événements prévus cet automne par les groupes locaux.

Les candidats des 50 communes les plus peuplées de la Région Grand Est ont été destinataires début mars des propositions « [Pouvoir de Ville](#) » et du [focus régional](#) du Pacte du Pouvoir de Vivre.

Lors des conférences de presse des 4, 5 et 6 mars, les groupes locaux ont échangé sur les différentes thématiques, pris date pour développer leurs revendications auprès des élus, et présenté à Nancy les actions du Pacte du Pouvoir de vivre à la presse.

Il faut rappeler la nature du [Pacte du Pouvoir de Vivre](#)

En 2019, 63 organisations, associations, fondations et syndicats se sont constitués en collectif. Cette alliance inédite regroupe des domaines d'action divers :

environnement, solidarité, lutte contre la pauvreté, travail, jeunesse, ESS, migration.

Son objectif est d'agir pour que les questions sociales, environnementales et démocratiques qui sont indissociables, soient prises en compte dans les décisions politiques et dans le débat public au niveau local et national.

Au niveau régional, les organisations représentées sont : La Mutualité Française, les Francas, ATD-Quart Monde, le Secours Catholique, le Pacte Civique, le CCFD-Terre Solidaire, L'AFGES, Fédélor, le Mouvement Associatif, l'URIOPSS et bien sûr la CFDT.

Le Groupe de coordination régional du PPV lance un appel aux militants et adhérents de la CFDT.

Si vous êtes :

- ↪ **engagé.e** dans une association qui est membre du PPV, vous pouvez communiquer les coordonnées des responsables des structures locales,
- ↪ **intéressé.e** à participer à l'activité du PPV dans votre secteur géographique,

Contactez :



Patricia Hacquard, la responsable
CFDT Grand Est du PPV
patricia.haquard@grandest.cfdt.fr

Cfdt:

TOUR DE FRANCE DU TRAVAIL QUE NOUS VOULONS

GRAND EST
LE 5 JUIN 2026

REIMS
STRASBOURG

L'appropriation du « Travail Que Nous Voulons » (TQNV), projet CFTD, se fait pour le Grand Est en 2 journées.

Le 25 mars 2026 à Reims dont le thème était « *Redonner du sens au travail et le rôle du management* ». Cette journée a été un succès. Près d'une dizaine de syndicats de secteurs différents étaient présents. Les débats ont été riches avec des constats ou des demandes variés.

La 2^{ème} aura lieu **le 5 juin 2026 à Strasbourg** dont les thèmes seront « *Renforcer le pouvoir d'agir des travailleurs et mobiliser les travailleurs pour conduire les transformations* ». Les inscriptions sont faites sur le site « *CFDT, je participe* » ou via le QRCode en page suivante. Les syndicats sont sollicités afin que cette journée soit également une réussite.

Pour l'URI Grand Est, la question du travail et de son impact sur les Travailleurs est une priorité depuis sa création. C'est donc naturellement qu'elle s'est impliquée dans ce projet.



Cfdt:

TOUR DE FRANCE
DU TRAVAIL
QUE NOUS VOULONS

GRAND EST

5 JUIN 2026

REIMS

STRASBOURG

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR

CIARUS 7 RUE FINKMATT STRASBOURG

RENCONTRE DE LA CONFÉDÉRATION EN RÉGION

sur les thématiques “Renforcer le pouvoir d’agir des travailleuses et travailleurs et les mobiliser pour conduire les transformations”

Au programme :

- 09h30 : Accueil
- 10h00 : Introduction
- 10h15 : Intervention d’Isabelle MERCIER, secrétaire nationale en charge notamment de la santé au travail
- 11h00 : Table ronde sur les dimensions du travail : Confédération avec Xavier GUILLAUMA, URI GE, Raymond BUCHHOLZER,
- 13h00 : Repas
- 14h00 : Reprise et mise en place des ateliers “Jeux côte à combien”
- 14h45 - 15h45 : Table ronde sur les transformations climatiques et numériques : Charles PARMENTIER pour la Confédération, Cyrille MARQUES pour URI GE.
- 15h45 : Conclusion

Inscription en ligne sur
jeparticipe.cfdt.fr ou
via le Qrcode :



Rencontre ouverte aux adhérents CFDT

À VOUS QUI AMÉLIOREZ LE QUOTIDIEN DES SALARIÉS EN AFFIRMANT VOS VALEURS



Créé il y a 55 ans par des militants syndicaux, le groupe Up vous accompagne pour favoriser les progrès sociaux dans l'entreprise, simplifier votre mission et proposer des produits et services adaptés aux besoins des salariés : pause déjeuner, action sociale, culture, cadeaux, loisirs, solution de gestion.

Choisir le groupe Up, c'est choisir un groupe indépendant, dont la maison mère est une coopérative détenue à 100 % par ses salariés & un acteur emblématique de l'Économie Sociale et Solidaire, qui ne cesse de diversifier ses solutions, répondant ainsi aux enjeux liés aux conditions de vie et de travail.

- Cadeau/Culture ► Déjeuner
- Équilibre vie pro./vie perso.

Retrouvez les solutions du groupe Up pour favoriser le dialogue social et améliorer le quotidien des salariés sur up.coop
Contact : infopartenariatsetcooperation@up.coop



Le Groupe Up est
partenaire de la



Ça fait du bien
au quotidien

DES COLLÉGIENS INTERROGENT LA CFDT : un dialogue citoyen et engagé

Comprendre le rôle des syndicats, leurs missions et leurs combats : c'est l'objectif que se sont donnés des élèves de 4^{ème} dans le cadre de leur parcours citoyen.

Ils ont souhaité mieux comprendre ce que recouvre la notion de liberté syndicale et, plus largement, le rôle des organisations syndicales dans la société. Pour donner corps à leurs recherches, ils ont invité Patricia Hacquard, secrétaire générale de la CFDT Vosges, à un entretien enregistré au sein d'une radio locale.

Pour la CFDT, répondre favorablement à cette sollicitation s'est imposée comme une évidence. Acteur à part entière de la citoyenneté, le syndicat s'inscrit pleinement dans une démarche d'éducation populaire. Informer les jeunes, expliquer qui nous sommes, ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons fait partie intégrante de nos missions. Cette action s'inscrit d'ailleurs dans un travail transversal mené par la CFDT autour de la jeunesse et de la transmission des valeurs démocratiques.

Curieux et bien préparés, les élèves ont ouvert l'entretien par une définition de la liberté syndicale avant de poser une question essentielle : **à quoi sert concrètement la CFDT ?**

Ils ont ensuite cherché à comprendre le rôle précis de Patricia au sein de l'organisation, ainsi que les conditions pour adhérer à un syndicat.

Les échanges se sont poursuivis autour des moyens d'action pour défendre les droits des travailleurs, des équilibres entre droits et devoirs des salariés, et du droit de grève,



souvent cité mais parfois mal compris.

Les jeunes ont également interrogé la CFDT sur les autres formes d'intervention syndicale, en dehors des mouvements sociaux, pour accompagner et aider les salariés au quotidien. Enfin, l'entretien s'est conclu par une question tournée vers l'avenir : **les droits des travailleurs évoluent-ils aujourd'hui ?**

Un sujet central, qui a permis d'aborder les transformations du monde du travail et les combats syndicaux actuels.

Un moment d'échange précieux, qui illustre combien le dialogue entre générations est essentiel pour faire vivre la citoyenneté et la démocratie sociale.

BIEN VIEILLIR ENSEMBLE :

projection de la pièce de théâtre

Préparer sa retraite pour bien vieillir... Cela pourrait être le titre d'un guide ou d'un reportage. Emmenée par la rayonnante Jacqueline, l'équipe des retraités CFDT de Colmar (68) et ses environs vous entraîne dans un tourbillon de réalités, de rires, empreints d'une si touchante humanité.

Toute l'équipe vous convie à la projection de leur pièce de théâtre, entièrement réalisée et mise en scène (*script, costumes, musique,....*) par les retraités de la section locale CFDT de Colmar, le :

LUNDI 18 MAI 2026
À 14H30
AU FOYER ST PAUL
22 AVENUE DE PARIS
À COLMAR

ENTRÉE GRATUITE

La projection sera suivi d'un débat en présence d'associations et d'un pot de l'amitié.



Suivie d'un débat en présence des associations



CORA SOUS ENSEIGNE CARREFOUR

mobilisation pour un traitement égalitaire

Ces dernières semaines, plusieurs actions syndicales se sont déroulées à l'occasion du passage progressif des magasins Cora sous enseigne Carrefour.

En Meurthe-et-Moselle, plusieurs établissements sont directement concernés par cette transition, qui soulève de nombreuses interrogations et inquiétudes parmi les salariés. C'est dans ce contexte qu'un rassemblement s'est tenu à Essey-lès-Nancy, réunissant les salariés de trois magasins du secteur.

L'objectif de cette mobilisation était clair : aller à la rencontre de la clientèle afin d'informer et sensibiliser sur les conséquences concrètes de ce changement d'enseigne. Des distributions de tracts ont ainsi été organisées, dans une ambiance à la fois déterminée et respectueuse.

Au cœur des revendications, une problématique majeure : l'égalité des droits pour l'ensemble des salariés. Aujourd'hui, de fortes différences subsistent entre les magasins Carrefour dits « historiques » et ceux issus de l'enseigne Cora, notamment en matière de qualité de vie au travail, d'organisation, et de rémunération. Si certaines négociations sont en cours au niveau national, le sentiment d'injustice reste vif.

Cette situation a provoqué un véritable soulèvement collectif, tant les écarts apparaissent importants et difficilement acceptables pour les salariés récemment intégrés.

La mobilisation a aussi bénéficié du soutien visible de la clientèle. De nombreux clients ont exprimé leur compréhension et leur solidarité, certains ayant eux-mêmes constaté les changements intervenus dans les magasins ces derniers mois. Cette reconnaissance extérieure a renforcé la détermination des salariés, convaincus de la légitimité de leurs demandes.





Les actions ont mis un accent particulier sur deux valeurs fondamentales :

LA RECONNAISSANCE DU TRAVAIL ET LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL.

Autant de leviers essentiels pour garantir des conditions professionnelles dignes et attractives pour toutes et tous.

Ces mobilisations ont porté leurs fruits puisqu'un rendez-vous a été obtenu entre le délégué syndical et le directeur de magasin, ouvrant la voie à un dialogue local. Fait notable, la direction générale de Carrefour était présente sur place le jour de la mobilisation, tout comme la presse locale. Toutefois, malgré cette présence, la direction n'a pas jugé opportun de recevoir les délégués syndicaux lors de cette journée.

L'ensemble de l'action s'est déroulé dans un climat de convivialité et de solidarité. Certains salariés ont fait le choix de se mettre en grève, tandis que des syndicats issus d'autres champs professionnels sont venus apporter leur soutien.

Cette mobilisation collective a constitué une belle action de visibilité, tant pour les salariés mobilisés que pour la CFDT dans son ensemble, illustrant une fois encore l'importance de l'action syndicale pour défendre l'égalité des droits et de meilleures conditions de travail.



LE SYNDICAT DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AUBE

en assemblée générale

Comme tous les ans, le Syndicat des Transports et de l'Environnement de l'Aube CFTD a convié ses adhérents en Assemblée Générale qui s'est tenue le Samedi 28 mars 2026.

Cette Assemblée Générale avait un petit goût particulier car outre un ordre du jour habituel retraçant l'activité du syndicat, c'était aussi l'occasion de fêter les 50 ans de sa création.

Plus de 80 adhérents(es) ont répondu présents à l'invitation et c'est dans une ambiance très décontractée et festive que Pascal QUIROGA (SG du syndicat) a ouvert la séance avec Carine Jacquin (Secrétaire Générale de l'URI Grand Est) et Carole Perrin (Membre du Bureau URI en charge de la lutte contre les discriminations et référente ARC) qui avaient fait le déplacement.

Si, il faut bien le dire la situation économique ne se prête guère à un optimisme débordant avec la hausse spectaculaire des carburants et les défaillances d'entreprises, reste que le Syndicat Auboise se porte plutôt bien.

Sur la conjoncture, Pascal n'a pas mâché ses mots « s'il y en a un peu pour les agriculteurs et les entreprises, je constate que les salariés sont complètement oubliés et dans le contexte ça devient même un investissement pour certains de se rendre au travail. En Italie, en Espagne des efforts sont consentis par des baisses de prix du carburant, mais rien en France...Pourquoi s'est-il interrogé.

Clairement le compte n'y est pas « Les grilles



de salaire des transports n'évoluent pas ou très peu... Comment voulez-vous dans ces conditions que les salariés y arrivent. Certains préviennent qu'ils vont mener des actions pour exprimer leur mécontentement et j'espère que la révolte va gronder tout en reconnaissant qu'on n'est plus dans les années 90 et qu'il devient difficile de faire bouger les collègues.

Sur les défaillances d'entreprises, avec la liquidation des Transports Pedretti à Buchères c'est une vingtaine de salariés qui se retrouvent au tapis, la situation dans le transport sanitaire inquiète également, après plusieurs regroupement d'entreprises ces dernières années, on sent venir les problèmes dans certains groupes avec notamment des retards de paiement de salaire qui deviennent récurrents.



Concernant la situation du Syndicat, heureusement, là, on constate une nette embellie. Depuis l'embauche en 2020, d'une Secrétaire Administrative à temps partiel en complément du secrétariat de l'UTI Aube, les permanences assurent un suivi des salariés du secteur et cela a permis de juguler la perte d'adhérents constatée dans les années 2017 à 2020. Depuis 3 ans les effectifs remontent régulièrement + 13%. Sur les finances là aussi tout est rentré dans l'ordre avec un exercice 2025 excédentaire tout comme en 2024. Notons que pour ce faire le taux de cotisations a été porté de 1% à 1.1% du salaires nets en 2024.

Pour terminer cette Assemblée Générale marquée du sceau de son 50ème anniversaire, un petit historique a été fait par « l'ancien », actuellement trésorier du syndicat (dans l'attente de passer la main) Patrice HUART.

Oui comme il l'a rappelé c'est le 18 mai 1976 que le Syndicat Général des Transports a vu le jour. A l'origine avec une belle bande de copains issus de trois entreprises Transports PMV (marchandise inter) la TREC (voyageurs) SODETRANS et 10 Express (messengerie), il s'est engagé pour créer une branche transports au sein de l'UD de l'Aube cfdt...

Nous étions à peine 40 adhérents.

Très vite nous nous sommes organisés avec un énorme soutien de l'Interpro dans cette CFDT des années 70, à l'époque on y parlait d'auto-gestion il y avait les LIP en lutte avec un slogan « ici on produit, on vend et on se paye » c'était vraiment une autre époque.

Et puis, dans un contexte qu'on peut considérer comme la période d'or du transport on s'est permis de demander une part du gâteau à nos différents employeurs et des conflits marquants ont vu le jour.

Les PMV qui après 8 jours de grève obtenaient 14% de rallonge, le 13ème mois, l'instauration d'une mutuelle, le paiement de toutes les heures au disque et le plus exceptionnel, des augmentations à venir tous les trimestres de l'inflation des trois mois précédents connue avec une progression de pouvoir d'achat de 0.75%, le tout mis sur la masse salariale de l'entreprise et divisé par le nombre de salariés, ce qu'on appelait des augmentations uniformes (cet accord a duré 12 ans avant d'être dénoncé par le groupe Danzas ayant pris le contrôle de l'entreprise).

La TREC, plusieurs mouvements de grève sur le temps de travail et des augmentations de salaire, tout comme les salariés du 10 Express qui eux, ont vu leur conflit s'éterniser 47 jours de grève et les déménagements AGS Bergeon, 40

jours de grève pour les salaires également et l'embauche de salariés en CDD à « répétition.

Un point commun à tous ces conflits, tous les salariés en grève on été complétés de leur perte de salaire soit par la négociation lors de la reprise du travail soit par les énormes actions de solidarité lancées par tous les secteurs professionnels de la CFDT locale.

Puis vinrent, les années 80/90 avec les blocages de route auxquels les militants CFDT Transports Auboisi ont largement participé ; 1989 sur déjà le permis à point et les salaires, 1992 sur le permis à points et la négo du Contrat de Progrès, 1996 sur le Congés de Fin d'Activité 15 jours sur le bitume en plein mois de novembre et 1997 sur les salaires. A chaque fois il y avait entre 400 et 600 poids lourds bloqués sur Troyes et son agglomération, nécessitant une organisation pour nourrir et prendre soin des collègues bloqués. Là aussi nous avons connu des moments de solidarité hors norme et un investissement des militants étonnant.

C'est par la suite, début des années 2000 que nous avons adopté le principe de procéder à l'augmentation des cotisations passant de 0,75% à 1% pour permettre de financer les pertes de salaire en cas de grève pour tous les adhérents en complément de ce que versait

la CNAS. Et ça a marché lors des conflits des Convoyeurs de Fond en grève pour leur sécurité suite aux attaques de fourgons blindés qu'ils avaient subies et également pour le long conflit aux Courriers de l'Aube (ex TREC) en 2003.

50 ans après, le Syndicat des Transports de l'Aube est toujours là avec une équipe de Militants renouvelée qui s'apprête à prendre la relève, même si l'on vit une autre époque et que c'est un peu plus compliqué de vivre le syndicalisme aujourd'hui, ça reste quand même la meilleure manière d'avancer socialement et de faire naître ces moments de solidarité.

Bien entendu cette Assemblée Générale s'est terminée par un grand moment de convivialité entre anciens et nouveaux combattants et comme vous vous en doutez bien, selon une tradition bien ancrée dans le coin, le Champagne a coulé plus qu'à flots !!



ZF FONDERIE LORRAINE

la grève a permis des avancées concrètes

Face à un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) présenté comme inévitable par la direction de ZF Fonderie Lorraine, les salariés, mobilisés par la section CFDT locale et l'intersyndicale, ont fait le choix de la mobilisation et de la grève. En cause : un projet faisant peser les conséquences de décisions industrielles du groupe ZF sur les seuls salariés, sans garanties suffisantes sur l'emploi ni sur l'avenir du site.

Après deux semaines de grève et de négociations, l'action syndicale a permis d'obtenir des avancées concrètes, démontrant une nouvelle fois que la mobilisation reste un levier efficace pour défendre l'emploi et les droits des travailleurs.

17 emplois ont pu être sauvés sur les 69 suppressions initialement prévues. Le PSE est désormais limité à 52 suppressions de postes maximum, avec le maintien de 14 reclassements.

D'autres résultats importants ont également été obtenus :

- 1,6 million d'euros supplémentaires dédiés au financement du PSE ;
- L'engagement que le PSE ne sera pas financé par la vente des actifs ;
- Des mesures d'accompagnement renforcées et garanties pendant 3 ans (indemnités de départ sans plafond, formation, aide à la création d'entreprise, dispositifs cumulables) ;
- Le paiement des jours de grève et le maintien de l'ensemble des primes.

Pour la section CFDT, ces avancées confirment la nécessité d'un engagement réel du groupe ZF, dont les choix stratégiques impactent directement l'emploi local. Les élus resteront pleinement vigilants sur le respect des engagements pris.

Les élus souhaitent également saluer la détermination et la solidarité des salariés, qui par leur mobilisation ont permis d'imposer un rapport de force efficace et d'obtenir ces résultats.



AÉSIO mutuelle, votre partenaire pour votre protection sociale



AÉSIO mutuelle, 3^e mutuelle de France spécialisée dans la protection de la personne, couvre les besoins en complémentaire santé, prévoyance, épargne et retraite.

Notre ambition :

Accompagner nos adhérents à chaque étape de leur vie, en leur proposant **des garanties et des services** répondant à leurs besoins **d'aujourd'hui, tout en anticipant** ceux à venir.

Notre démarche :

Co-construire les solutions de protection sociale avec les entreprises et les branches professionnelles.

Notre conviction :

La **proximité**, pour comprendre et répondre aux attentes des adhérents en portant les valeurs de **solidarité, de responsabilité et d'innovation**.

Notre expertise au service des salariés et des entreprises :

SANTÉ

Il est essentiel de tenir compte de la situation des branches et des entreprises afin de répondre au mieux aux attentes des salariés et de leur famille. C'est pourquoi nous élaborons des solutions santé personnalisées.

PRÉVENTION

Nous menons des actions de prévention dans les entreprises et avec les branches professionnelles pour améliorer la qualité de vie au travail.

PRÉVOYANCE

Des solutions performantes sont proposées aux salariés et à leur famille pour faire face aux aléas de la vie (arrêt de travail, invalidité, décès...).

ÉPARGNE / RETRAITE

Nous proposons des solutions personnalisables d'épargne retraite (PEE-PERCO, Article 83...) pour améliorer les pensions versées par les régimes de retraite obligatoires.

AÉSIO mutuelle en chiffres :



2,3 millions d'adhérents



Plus de **3 000**
collaborateurs



Plus de **240**
agences en France



32 recommandations ou
labellisations de branche :
21 en santé et 11 en prévoyance



**Votre Chargée de
relation partenariat :**

Peggy COLOMBO

06 22 86 89 11

peggy.colombo@aesio.fr

[aesio.fr](https://www.aesio.fr)



AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n°775 627 391 dont le siège social est 173 rue de Bercy 75012 Paris.
©GettyImages. Document non contractuel à caractère publicitaire. 25-205-008_V2

**AÉSIO
MUTUELLE**

C'est ça, la mutuelle d'aujourd'hui